

LE PATRIMOINE INDUSTRIEL ENTRE « PATRIMONIALISATION » ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Louis Bergeron

Maria Teresa Maiullari Pontois

Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales

lbergeron@wanadoo.fr

maria-teresa.pontois@ehess.fr

Depuis que la notion de « patrimoine industriel » s'est imposée, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, comme une nouvelle composante incontestable du patrimoine culturel global de l'humanité, de multiples initiatives, depuis le niveau local jusqu'à l'échelon des institutions nationales et internationales, ont abouti à la constitution d'un cadre très riche de méthodes et de pratiques visant à la connaissance, à la préservation, conservation et mise en valeur de ce patrimoine.

En arrière-plan des progrès accomplis et des succès obtenus, n'en persiste pas moins une préoccupation fondamentale, relative aux conditions dans lesquelles pourront être garantis la survivance de ce patrimoine et son ancrage dans la culture générale des générations à venir. Comment pourra-t-on consolider le lien entre passé, présent et avenir, de telle sorte que le patrimoine de l'industrie ne soit pas menacé un jour d'être enfermé dans le statut d'un ensemble de biens d'intérêt purement archéologique, mais au contraire soit renforcé par la reconnaissance de sa capacité à apporter des réponses aux besoins des sociétés post-industrielles ? Démontrer l'utilité d'un tel patrimoine, c'est refuser de le prendre pour une collection de monuments figés.

Le respect de l'héritage de l'âge industriel et l'entretien de sa mémoire - à travers les monuments de l'industrie, les lieux du travail, ceux de la vie collective et de la vie privée, les produits remarquables, les prouesses techniques, les témoignages de ceux qui ont vécu la désindustrialisation - a déjà fait en plus d'un cas la preuve ce patrimoine pouvait se révéler porteur d'une dynamique. La mémoire est devenue le véhicule et le ciment d'une identité culturelle que des communautés d'habitants risquaient de perdre à la suite des bouleversements qui les avaient affectées, alors que la récupération du passé et la fierté des antécédents pouvaient agir comme autant d'adjuvants dans la restructuration ou la réorientation des activités. En bref: le patrimoine de l'industrie comme agent d'un redémarrage économique, et comme instrument d'une

cohésion sociale entretenue. Entre pari et résultat, ce thème est désormais bien étudié. Le patrimoine industriel peut servir d'antidote à la désertification matérielle et à la démoralisation.

Par ailleurs, au-delà de la démarche de « patrimonialisation » des vestiges de l'âge industriel, il convient d'éviter de paraître implicitement convaincu que le patrimoine soit lié à une phase historique tout simplement révolue avec l'achèvement, désormais proche, de l'épisode de la désindustrialisation. Tout au contraire, il paraît souhaitable de travailler à rétablir ou à tisser à nouveau les liens qui continuent de maintenir une continuité effective et positive entre passé, présent et avenir proche de l'industrie.

Il est faux, en effet, que l'industrie appartienne au passé. Les pays émergents sont entrés dans l'ère de leur propre industrialisation, dans la mesure de leurs moyens. Les pays frappés par la désindustrialisation s'inquiètent de se trouver dépouillés de leur appareil industriel, ou de leur patrimoine technologique, et esquissent des politiques de ré-industrialisation, qui à l'occasion trouvent leur justification dans les déceptions apportées par certaines délocalisations. Dans un tel contexte, le patrimoine de l'industrie est appelé à jouer son rôle propre à l'articulation entre un passé et un avenir, à intervenir comme une ressource dans la mise en place de nouvelles économies. Un nouveau type d' *industrial divide*, pour reprendre une terminologie chère aux historiens économistes américains, est peut-être en train de s'instaurer: les vieux pays se trouvent certes dépossédés de leurs monopoles technologiques et commerciaux, mais pour s'être étendue à l'échelle du globe, la concurrence n'en reste pas moins un champ ouvert à tous, et l'innovation comme la spécialisation restent des armes dont il faut user - or, ces dernières ne naissent pas du néant, elles s'alimentent d'un riche terreau local et d'une longue histoire.

Non sans paradoxe, certes, une référence essentielle alimente ces hypothèses, celle des industries du luxe en France, héritage des trois ou quatre derniers siècles. A l'aube de la seconde décennie du XXI^e siècle, ces industries riches d'une longue histoire semblent traverser, imperturbables, les secousses sismiques répétées de crises financières et économiques sans précédent. Globalement, elles persèverent dans leur être, c'est à dire dans la prospérité et dans le contrôle du marché mondial. Elles tirent cette force de leur attachement sans faille à leur passé, de l'analyse tant de leur propre histoire que de celle du marché mondial. Les entreprises majeures de ce secteur conçoivent le recours à leur patrimoine historique et culturel comme une garantie de développement, contre vents et marées. Elles en apportent les preuves par la valorisation de leurs archives d'entreprise; par leur capacité à innover sans cesse, face à l'évolution de la demande d'une clientèle devenue mondiale, à créer des emplois sur le territoire national. Pour de telles entreprises, appartenant souvent au groupe restreint des grandes multinationales, la stratégie est celle de l'exploitation d'un capital de compétence et de succès accumulé au cours des siècles, au bénéfice d'une aptitude à rebondir sur les fluctuations de la demande et à se calquer – tout en les informant – sur la spécificité des goûts dans tous les ports des rivages de l'Atlantique et du Pacifique.

Les exemples viennent également d'autres secteurs plus classiques de l'industrie. Il y a deux siècles et plus que savent se nourrir par leurs racines les industries textiles. Les indienneurs mulhousiens ont montré le chemin en créant le dépôt de modèles qui est devenu le moderne Musée des impressions sur étoffes de Mulhouse, de nos jours fréquenté par des représentants d'entreprises asiatiques en quête de bonnes idées. Depuis le XIX^e siècle, les soyeux lyonnais ont emprunté la même voie, manifestant le souci d'archiver les créations merveilleuses de leurs prédécesseurs, qui leur avaient assuré le contrôle de la clientèle des élites monarchiques et aristocratiques d'Europe, tout en soutenant l'effort de renouvellement artistique de leurs dessinateurs en vue de réaffirmer leur maîtrise face à leurs concurrents européens. Aujourd'hui des entreprises du secteur cotonnier, échappant de peu à l'anéantissement, exploitent l'héritage de leur savoir faire et de leurs liens avec l'industrie chimique pour s'installer sur le marché des « nouveaux textiles » où des articles d'une haute technicité trouvent leurs clientèles. Dans la grande banlieue de Lyon, Paul Berliet a constitué d'une collection de matériels automobiles couvrant près d'un siècle, dont l'objectif n'est pas seulement celui de réunir de surprenantes machines pour le plaisir des touristes, ni de glorifier les succès d'une dynastie d'entrepreneurs, mais bien d'ouvrir aux chercheurs ou aux ingénieurs mécaniciens l'accès à un véritable théâtre de l'invention dans le domaine du perpétuel dépassement de l'automobile par elle-même.

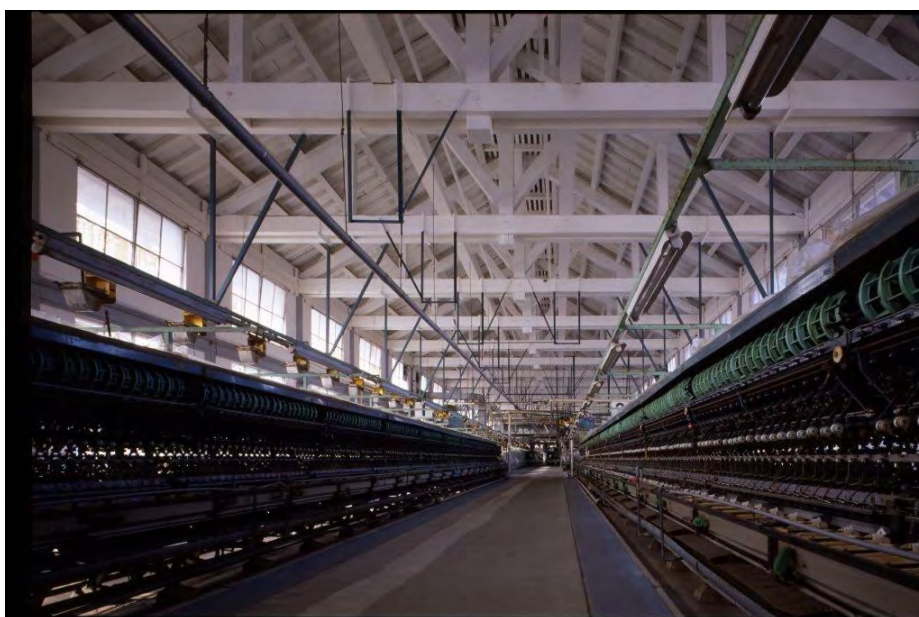
Mais, bien sûr, l'assemblée générale de l'ICOMOS n'est pas le lieu propre à une réunion de grands chefs d'entreprise convoqués pour réagir sur le thème d'une coopération possible avec les spécialistes de l'histoire du patrimoine industriel branche par branche. Nous n'appartenons pas nous-mêmes aux sphères du patronat ni de la prévision économique. Nous n'avons pas les compétences nécessaires pour faire le tri (est-il possible, à vrai dire ?) du techniquement et de l'économiquement utile, dans le patrimoine légué par l'industrie d'avant, à l'économie industrielle de demain.

C'est pourtant précisément sur ce thème qu'au Japon, en 2007, le ministère de l'Économie avait fait appel à la mémoire des habitants des collectivités industrielles de son pays pour inciter à un tel rapprochement, dans l'intérêt de la prospérité économique nationale. *Koinetwork geie* était invité à un workshop organisé en conclusion de cette consultation nationale, et à son tour a organisé à Paris en 2009 une rencontre avec plusieurs partenaires européens et japonais sur le thème: « Patrimoine industriel et économies régionales ». La voie du tourisme, estimions-nous alors, en dépit des investissements qu'elle suscite, risque d'atteindre rapidement ses limites. Il est nécessaire de prendre en compte les liens qui unissent plus profondément la culture du patrimoine industriel et les nouvelles économies industrielles, dans une construction européenne et mondialisée. Le patrimoine de l'industrie doit être protégé comme un support de transmission de technologies, de savoir-faire, de relations sociales qui constituent un héritage citoyen et formateur européen. L'engagement des administrations et des entreprises s'insère dans un parcours de développement durable et de gouvernance locale d'un nouveau genre.

En fait, en ce domaine comme en tant d'autres, c'est le système éducatif qui devrait se trouver à son tour mis en jeu. Un gouvernement veut-il aider la France à maintenir son rang dans le classement industriel mondial ? Alors il faut aussi qu'une commission interministérielle, s'appuyant sur les avis des historiens, des ethnologues, des sociologues, des ingénieurs, des économistes (s'il s'en trouve pour adhérer à ce projet) réfléchisse aux moyens de faire sa place (à quels niveaux ? par quelles méthodes ?), dans l'acquisition des connaissances et dans les orientations des spécialités, à la sensibilisation à l'égard des modes d'accumulation dans le long terme du patrimoine technique et industriel des nations mais aussi des différentes aires culturelles du globe. C'est à coup sûr l'un des moyens de faire bénéficier les générations à venir des acquis de notre passé, mais aussi de confirmer la réalité de l'existence d'un patrimoine global de l'humanité.



Tomioka (Japon), vue aérienne d'ensemble du site de la grande filature de soie (1872).
Photo Gunma Prefecture



Tomioka (Japon), vue intérieure de l'atelier de retordage automatisé.
Photo Gunma Prefecture



Tomioka (Japon), vue des annexes techniques extérieures, notamment de la grande citerne
Photo Gunma Prefecture



Tomioka (Japon), le portail d'entrée de la manufacture, mettant en relief les caractéristiques architecturales de celle-ci.
Photo Keiichi Shimizu



Sesto San Giovanni (Italie), la densité de l'implantation industrielle dans l'ancienne « area Falck ».
Photo Carolina Di Biase



Sesto San Giovanni (Italie), le « Carroponete », pont roulant, emblématique de l'ancienne activité métallurgique dans l'« area Breda », restauré comme lieu de spectacles et de sociabilité
Photo Monica Chitto

© Elia Rollier



Sesto San Giovanni (Italie), le bâtiment des MAGE (Magazzini Generali) après restauration, utilisé comme lieu d'activités créatives de production

Photo Elia Rollier



Sesto San Giovanni (Italie), le grand portail de l'OMEC (Officina Meccanica), reconverti dans toute sa longueur en institut d'archives industrielles et de recherches sur la mémoire

Photo Federico Ottolenghi